

3€

regards

DÉCEMBRE-JANVIER 2017



**FIN
DE PARTI
POUR LE
PS ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

FIN DE PARTI POUR LE PS ?

P. 04 - Le PS, parti sans retour ?

**P. 10 - Après Hollande : l'heure de la responsabilité
pour la gauche**

P. 14 - La brutalité calculée de Manuel Valls

DANS LES RUINES D'ALEP

**P. 18 - Myriam Benraad : « La chute d'Alep, un revers immense
pour les Occidentaux »**

P. 24 - Syrie : le « réalisme » est le poison de notre temps

P. 30 - RT, Sputnik : la propagande du Kremlin en orbite

COMMENT RATTRAPER LES ÉVADÉS FISCAUX ?

**P. 34 - Éric Bocquet : « L'évasion fiscale n'est pas
un dysfonctionnement de l'économie, elle est au cœur
de l'économie »**

**P. 40 - Faucheurs de chaises : le « radicalo-pragmatisme »
selon Txetx et Jon Palais**

Le PS, parti sans retour ?

Menacé de pasokisation à force de compromis et de compromissions, le Parti socialiste est-il trop résilient pour disparaître, devra-t-il se sauver par sa gauche, ou bien est-il vraiment engagé sur la voie de son extinction ?

La présidentielle de 2017 enfoncera-t-elle le dernier clou dans le cercueil du PS ? À moins de cinq mois du scrutin, les sondages successifs le suggèrent : non seulement le PS serait balayé dès le premier tour, pour laisser place à un second tour droite-extrême droite, mais quelle que soit l'issue de la primaire de la Belle alliance en janvier, le candidat PS serait relégué en cinquième position, derrière François Fillon, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron.

Le coup de grâce pour un parti qui a perdu toutes les élections intermédiaires (municipales, européennes, sénatoriales, départementales, régionales et législatives partielles) depuis 2012 ? Côté adhésions, l'hémorragie se pour-

suit : fort de 280.000 militants en 2006, et de plus de 170 000 en 2012, on n'en compte plus que 120.000, dont seulement 42.300 seraient à jour de cotisation, d'après Le Canard enchaîné.

LE CRÉPUSCULE DES SOCIO-DÉMOCRATES

Un spectre hante Solferino : la pasokisation. En mai 2012, le parti socialiste panhellénique dégringole de 43,9% des voix à 13,2%, avant de chuter encore en juin à 12,3%, puis d'atterrir en janvier 2015 à 4,7%. Payant pour sa politique brutale de déflation salariale et de démantèlement de l'État social, le parti de Papandreou n'est plus que l'ombre de lui-même. Il faut dire que partout en Europe, les gouvernements socio-dé-

mocrates sont sanctionnés pour leur application aveugle et destructrice des mesures austéritaires exigées par les institutions européennes.

En Espagne, le PSOE est passé de 46% à 28% entre 2008 à 2011. Le ralliement de Zapatero à l'austérité « lui a fait perdre l'électorat centriste qui a préféré confier la gestion de cette austérité au PP, puis une grande partie de l'électorat de gauche en faveur de Podemos et des Indépendantistes catalans », explique Romaric Godin dans La Tribune. Le Labour irlandais a quant à lui enregistré en février le deuxième plus faible score de son histoire avec 6,6 % des voix, soit un tiers de ceux de 2011, après avoir voté toutes les coupes budgétaires imposées par la Troïka.

En Italie, le président du Conseil italien Matteo Renzi a dû démissionner après l'échec du référendum sur sa réforme constitutionnelle visant à faciliter la mise en œuvre future des réformes structurelles. Les Travaillistes néerlandais du PvdA sont de leurs côtés donnés entre 8 et 10 % dans les intentions de vote aux élections législatives de mars 2017. Toutes ces formations sociales-démocrates ont démontré leur incapacité à offrir la moindre différence substantielle avec les programmes économiques des partis libéraux de droite.

UN CORBYN À LA FRANÇAISE ?

Une exception toutefois suscite l'espoir chez certains socialistes optimistes : éjecté du pouvoir en 2010, le Labour britannique a retrouvé depuis septembre 2015 ses couleurs socialistes sous le leadership de Jeremy Corbyn, réélu triomphalement en septembre dernier. « Il faut imaginer ce que serait en France le pendant de la situation britannique : Gérard Filoche recevrait l'investiture de son courant, Démocratie & Socialisme ; soutenu par la CGT et le FO, il serait ensuite élu premier secrétaire du Parti socialiste par les députés, adhérents et sympathisants socialistes », expliquait en 2015 le politologue Philippe Marlière dans Le Monde.

Un scénario qui n'est pas sans déplaire au membre du Bureau national en question, qui rêve de gagner la primaire de gauche et de régénérer le PS par son aile gauche. Pour le moment, l'ex-inspecteur du travail, pourfendeur sans relâche de la Loi travail, n'a même pas suffisamment de signatures pour se présenter.

Au-delà du cas particulier de Filoche, qui a toujours été marginal au sein de Solferino, l'hypothèse de l'émergence d'un Corbyn tricolore au sein du PS est peu probable, ne serait-ce que pour des raisons institutionnelles : notre scrutin

à deux tours ouvre un espace pour des partis à gauche du PS, là où le scrutin à un tour britannique oblige tous les courants à cohabiter au sein des grands partis. Le Labour a ainsi toujours compté des trotskistes, des communistes, des sociaux-libéraux, des syndicalistes, des socio-démocrates traditionnels, des blairistes libéraux...

UNE RENTE DE SITUATION

A contrario, « la ligne majoritaire du PS reste la gauche modérée sociale-démocrate qu'incarnent Jospin ou Fabius, estime Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille-2. Des gens comme Anne Hidalgo et Claude Bartolone trouvent Valls trop de droite, trop clivant, mais jamais ils ne soutiendraient des candidats aussi radicaux que Montebourg, Hamon ou Liene-mann. Ils se retrouvent donc à mettre en avant Vincent Peillon... ».

Faute de pouvoir se refonder sur des bases progressistes, le PS est-il condamné à sombrer ? Le système majoritaire implique certes qu'une baisse dans l'électorat peut entraîner une baisse plus importante du nombre de sièges, « mais il ne faut pas sous-estimer la force de résilience du PS. En 1993, il se retrouve avec une soixantaine de députés, en 1995 le match se joue essentiellement entre Balladur et Chirac, qui gagne facilement la présidentielle. Deux ans plus tard, le PS revient au pouvoir avec Jospin », rappelle Frédéric Sawicki,

professeur de science politique à l'Université Paris 1.

« Le PS bénéficie depuis trente ans d'une rente de position électorale dominante lui permettant de conjurer la dispersion, renchérit Rémi Lefebvre. Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, il reste le parti «crédible» qui incarne le vote utile, qui peut gagner. Beaucoup de gens ont intérêt à garder la «marque» PS. On peut imaginer que le PS profite de la période à venir dans l'opposition pour se refaire une santé, à base de mea culpa et de discours de rénovation, et rebondisse au cours des élections locales, et ce serait reparti pour un tour. » De fait, vue la voie ultra-libérale que promet d'emprunter François Fillon s'il arrive à l'Élysée, le PS aura beau jeu de se qualifier comme «de gauche» en comparaison...

L'ACHEVER D'UNE BONNE GAUCHE ?

« Il n'empêche que le PS pourrait bien se «pasokiser» s'il fait moins de 10% au premier tour et passe derrière le Parti de gauche et s'il perd encore des circonscriptions aux législatives », affirme Rémi Lefebvre. Pour le meilleur ? « En Grèce la chute du PASOK a profité à Syriza, en Espagne la défaite du PSOE a profité à Podemos, mais en France, où la gauche radicale est minée par les divisions, un effondrement du PS risque de profiter un peu à Macron et beaucoup au FN, qui bénéficie d'une rente de situation depuis trente ans et qui a développé une stra-

tégie efficace de séduction des classes populaires », craint Frédéric Sawicki, qui fait partie des signataires de la tribune publiée mardi dans Libération appelant tous les candidats, y compris Mélenchon, à participer à la primaire de gauche.

L'économiste Thomas Piketty, l'avocat William Bourdon, l'économiste Daniel Cohen ou encore la sociologue Dominique Méda, insistent que c'est le seul espoir de voir un candidat de gauche au second tour. Si Mélenchon « a peur d'être battu par Manuel Valls ou par Arnaud Montebourg dans la primaire de la gauche, est ce qu'il croit vraiment qu'il va battre François Fillon ou Marine Le Pen ? Ce n'est pas sérieux. Je pense qu'il a les moyens de remporter cette primaire », martelait Piketty vendredi dernier sur France Inter.

« Arithmétiquement, il a raison : si Mélenchon n'est pas capable de remporter la primaire, il n'a aucune chance de gagner la présidentielle, confirme Rémi Lefebvre. Sauf que pour le candidat du Parti de gauche, l'enjeu n'est pas de gagner la présidentielle, mais de faire exploser le PS et de prendre le magistère de la gauche. Il n'acceptera donc jamais de participer à la primaire de gauche, qui l'obligerait, en cas de défaite, à un mécanisme de solidarité avec le candidat PS. C'est aussi une stratégie rationnelle ».

● LAURA RAIM

Après Hollande : l'heure de la responsabilité pour la gauche

La décision de François Hollande rebat les cartes à gauche, comme elles ont été rebattues à droite par la désignation de François Fillon. L'aveu d'échec étant acté, reste à redonner à la gauche ses couleurs et une dynamique propre.

Que la déclaration de François Hollande n'ait pas manqué de courage et de dignité est un fait. Elle n'estompe pas ce qui est évident depuis si longtemps : la politique suivie par l'exécutif depuis plus de quatre ans en a fait le président le plus mal aimé de la Ve République.


Habile et tenace, l'homme n'a pas manqué d'utiliser toutes les ficelles pour pouvoir, à l'instar de tous les sortants, défendre lui-même son bilan. Il a usé des malheurs des divisions de la droite, des malheurs de la gauche. Quand Macron s'est déclaré, il y a quelques mois, il a même tenté d'apparaître comme le plus central à gauche, entre son ancien ministre et Jean-Luc Mélenchon.

Rien n'y a fait. Égrenés les uns après les autres, les sondages, cruels, laissaient présager une humiliation. Voilà des mois

que les Français, quand ils étaient interrogés, affirmaient qu'ils ne voulaient pas d'un remake de 2012. Nicolas Sarkozy a le premier mordu la poussière ; François Hollande s'est résigné à le suivre deux semaines plus tard.

LA DROITE A MONTRÉ LA VOIE

Le paysage politique s'est épuré. Il n'en est pas moins d'une redoutable complexité. La droite, toutefois, a montré à sa manière la voie. Voilà quelques décennies que s'est amorcée l'idée que, la droite et la gauche n'étant pas franchement antagoniques dans leur choix de gouvernement, la martingale gagnante se trouvait plutôt au centre. La victoire, pensait-on, se jouait dans la capacité à démobiliser l'adversaire, en «mordant»



sur ses marges les moins déterminées. Le jeu des primaires, en 2016, a poussé cette logique aux limites de l'absurde. Une partie de la gauche a pensé que, faute de dynamique à gauche, mieux valait peser sur le choix du candidat de la droite. Et, il y a quelques jours, Arnaud Montebourg a appelé les électeurs de droite à venir voter à la primaire socialiste pour faire barrage... à François Hollande.

Or, la droite a spectaculairement décidé de tourner le dos à ces tentations. Face au vibronnant Sarkozy, on pensait que le «modéré» Juppé entraînerait jusqu'à une partie de la gauche contre Marine Le Pen. Les électeurs de droite se sont massivement déplacés pour dire qu'ils ne voulaient certes pas d'un retour de Nicolas Sarkozy, mais qu'ils voulaient une droite bien à droite. Ils ont choisi la variante française – travail, famille, identité – de la «révolution conservatrice» née aux États-Unis. Une main de velours dans un gant de crin, a-t-on dit. L'image est bienvenue.

La gauche est donc désormais devant un choix existentiel. Une partie d'entre elle va vouloir défendre becs et ongles les choix suivis depuis 2012. Manuel Valls s'y attèlera-t-il ? C'est le plus vraisemblable, primaire ou pas primaire. D'autres choisiront une version accentuée du tropisme centriste : Macron,

avec son air de gendre idéal, parlant à la gauche et à la droite, est pour cela le candidat par excellence.

QUELLE PARTIE DE LA GAUCHE DOIT DONNER LE TON ?

Reste à trouver le pendant vrai du choix de la droite : une gauche qui ne lorgne pas sur ses franges, mais qui fonde sa reconquête sur la mobilisation de son noyau dynamique. En bref, face à une droite bien à droite, seule une gauche bien à gauche peut relever le défi. Or, si c'est cela l'enjeu, le temps n'est plus à jouer la fine bouche. Une gauche bien à gauche est une gauche qui rompt avec plus de trois décennies de petits pas et de grands pas vers la droite. Et comment peut-on se tourner, pour incarner cette gauche-là, vers des individus qui ont porté très loin, jusqu'aux limites extrêmes qui séparent le réalisme du reniement, la logique gouvernementale qui plonge la gauche dans le marasme le plus complet ?

Dans le dispositif actuel – et il n'y en aura pas d'autre à court terme – Jean-Luc Mélenchon est le seul reconnu, par une part non négligeable de l'opinion, comme incarnant une rupture à gauche. Dans une gauche déchirée, il n'y a rien de plus urgent que de dire quelle est la partie de la gauche qui doit désormais

donner le ton face à une droite radicalisée. Valls et Macron nous poussent plus à droite ; Montebourg ou Hamon ne nous portent nulle part. En revanche, l'amplification de la piste amorcée en 2008, avec le Front de gauche, peut cette fois porter le curseur vers la gauche.

Mais la dynamique heureuse de 2008-2012 n'est pas encore pleinement déployée. Les décisions de soutien à Mélenchon des militants du PCF et d'Ensemble laissent entendre que la conjonction vertueuse est à portée de main. Elle n'est pas pour autant complètement en mouvement. Pour qu'elle y parvienne, on ne peut que redire ce qui a déjà été ici formulé : le temps n'est plus aux rancœurs ; il n'est plus aux bras-de-fer ; il n'est plus aux coulevres à avaler. Pour que l'unité l'emporte dans les faits, chacun doit y mettre du sien. Ce serait folie que, à l'arrivée, il n'en soit pas ainsi. Une seule chose compte : France insoumise, communistes, militants d'Ensemble, individus et forces qui ont porté le Front de gauche ne peuvent seulement se juxtaposer. La gauche de gauche n'est debout que rassemblée.

« Quand les blés sont sous la grêle Fou qui fait le délicat Fou qui songe à ses querelles Au cœur du commun combat »
(Louis Aragon, La Rose et le Réséda)

● ROGER MARTELLI

La brutalité calculée de Manuel Valls

Sur la matinale de France Inter, jeudi, Manuel Valls a une fois de plus calomnié Clémentine Autain, l'accusant « de passer des accords avec les Frères musulmans ».

L'incident n'a rien d'anodin : il dit qui est Valls et comment il veut faire campagne.

Cela fait six mois que, avec son complice en fripouillerie, Jean Marie Le Guen, il s'acharne contre elle en se livrant à une violente chasse aux sorcières (lire aussi «Au fond, qu'ai-je en commun avec Manuel Valls ?»). Clémentine Autain a décidé de porter l'affaire devant les tribunaux. Les Découpeurs du Monde, pièces à l'appui, ont d'ores et déjà démonté l'accusation. On ne peut en rester là.

En fait, Manuel Valls est aux abois. Pour avoir une chance de gagner les primaires du PS, il doit endosser l'habit du rassembleur. Comment alors justifier qu'il parlait naguère de « gauches irrécconciliables » ?

«L'ISLAMO-GAUCHISME», MARQUEUR MAGIQUE

Il a trouvé la parade : il y a bien une partie de la gauche avec laquelle on ne peut s'entendre. «L'islamo-gauchisme»

est le marqueur magique, le substitut salvateur du «judéo-bolchevisme» d'hier. Valls joue sur la corde de la peur du terrorisme pour bloquer les esprits et laisser entendre qu'il est prêt à rassembler toute la gauche, sauf... celle qui soutient les terroristes. Ce faisant, il n'est rien d'autre qu'un apprenti sorcier, dangereux et violent.

Le fond de l'affaire est simple. La société française est déchirée par des inégalités croissantes et des discriminations galopantes. Elle doute d'elle-même et une partie d'entre elle se laisse gagner par la peur. Où est la cause de nos maux ? La finance mondialisée ? Elle est à l'image des circuits financiers : impalpable, invisible. La technocratie, nationale et transnationale ? Elle se garde bien d'occuper le devant de la scène. Quand la cause se fait impalpable, le bouc émissaire est la cible commode : le plus pauvre, l'étranger, le migrant.

Ajoutons-y ce qui relève de l'air du temps. Depuis plus de vingt ans, il est à la «guerre des civilisations» et dans cette guerre, l'ennemi de «l'Occident», c'est «l'Islam». Depuis 2001, la guerre des civilisations est devenue une «guerre contre le terrorisme» et le terrorisme n'a qu'une tête : encore et toujours l'islam. Nous sommes en «état de guerre» : il faut donc traquer l'ennemi et ses complices. La «cinquième colonne» est chez nous ; il faut choisir son camp.

Ce n'est pas tout. À la guerre des civilisations, ajoutons un autre poison idéologique, distillé depuis un demi-siècle par l'extrême droite française. L'égalité, nous dit-elle, n'est plus le cœur de la conflictualité contemporaine ; désormais, le centre de tout est dans la question de l'identité. Nous ne savons plus ce que nous sommes... Le Front national prospère sur la peur de «ne plus être chez soi». En 2007, Nicolas Sarkozy a fait de la défense de «l'identité nationale» une affaire d'État. François Fillon vient de gagner la primaire de la droite sur le tripotique travail, famille, identité.

BATTLE-DRESS DE CAMPAGNE

Le bouc émissaire idéal fut autrefois l'étranger, le Macaroni, le Polak, le juif ; c'est aujourd'hui le musulman. Sa stigmatisation est devenue le passage obligé de tous ceux qui attisent la peur. Plus encore que le juif d'hier, le musulman est dangereux par essence. Il y a une dizaine d'années, l'essayiste Tzvetan Todorov,

usait d'une belle formule. « Tous les autres êtres humains, écrivait-il, agissent pour une variété de raisons : politiques, sociales, économiques, psychologiques même ; seuls les musulmans seraient toujours et seulement mus par leur appartenance religieuse... Eux obéissent en tout à leur essence de musulmans ». La haine du musulman s'entremêle ainsi à celle de l'islam. À l'antisémitisme toujours vivace s'est ajouté le refus de l'islam. «L'islamophobie» est devenue le pivot de toutes les angoisses les plus irrationnelles.

Manuel Valls, l'homme au menton en avant, a été un premier ministre martial. Il a troqué le costume gouvernemental pour le battle-dress de campagne. Le président en exercice, étant «out», c'est à lui de défendre son bilan. Il veut être dans l'air du temps, chef de guerre tout autant que chef d'État. Le bilan économique-social de 2012-2016 est indéfendable ? La carte de l'autorité est éventuellement plus attractive. Valls est l'homme qui ne s'en laisse pas conter. Le Tony Blair français ne fera pas de cadeau à l'angélisme. Tant pis pour les tièdes...

Ce faisant, il n'en est pas à une contradiction près. Il s'émeut d'un compagnonnage inexistant avec Tariq Ramadan, mais passe sous silence les compromissions françaises avec le Qatar quand ce n'est pas avec l'Arabie saoudite. Pas de complaisance avec l'islamisme ? Et comment traiter alors les complicités officielles avec le wahhâbisme ?

Face à une droite ouvertement radicalisée, la solution serait-elle dans une gauche «fillonnisée» ? Ce n'est pas sérieux. Il est plus que temps de mettre le holà. Manuel Valls ne brutalise pas seulement Clémentine Autain, mais la gauche tout entière. Il a plus que tout autre contribué à diviser le peuple. En enfourchant le cheval de l'islamophobie, il le déchire un peu plus. Il porte déjà la responsabilité d'une politique qui met la gauche au tapis. À la faute politique, il ajoute l'infamie.

● ROGER MARTELLI

Myriam Benraad : « La chute d'Alep, un revers immense pour les Occidentaux »

Myriam Benraad revient avec nuance sur le conflit syrien qui a abouti à la chute d'Alep. Elle conclut à une fin du printemps arabe dans cette région, à un retour des grandes puissances et de la Realpolitik et à l'impuissance de la diplomatie française.

Myriam Benraad est membre de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman.

Regards. La chute d'Alep représente-t-elle un tournant dans le conflit syrien ?

Myriam Benraad. La chute d'Alep aux mains du régime syrien sanctionne indéniablement un tournant majeur dans l'histoire de ce conflit. Ses conséquences seront multiples, à court comme à plus long terme. Elles doivent être appréhen-

dées sur trois échelles à la fois distinctes et enchevêtrées : locale, régionale et mondiale. En premier lieu, le régime de Bachar al-Assad, qu'on annonce au bord de l'effondrement depuis 2011 en Occident, sort nettement renforcé face à l'opposition syrienne, qui avait fait d'Alep-Est l'un de ses principaux sanctuaires. Est-ce à dire que l'insurrection armée est définitivement défaite ? Rien n'est moins sûr, même si Damas, avec l'appui de la Russie, de l'Iran et de leurs forces supplétives, va désormais être en mesure de progresser plus au nord (vers la province d'Idlib) pour y exterminer les poches de résistance.

Quelles en sont les conséquences pour la région ?

Au plan régional, l'hyperfragmentation syrienne pèse sur la situation sécuritaire d'une majorité des pays du Moyen-Orient, à commencer par l'Irak, où s'enlise la bataille de Mossoul, la Turquie – qui a joué un rôle foncièrement déstabilisateur depuis le début de la crise –, l'Égypte et la Jordanie, à leur tour frappées de plein fouet par la contagion terroriste.

Et au plan international ?

Il est évident que la démonstration de force effectuée par Vladimir Poutine et son allié syrien à Alep représente un revers immense pour les Occidentaux, dont la marge de manœuvre et la crédibilité en ressortent effritées. Comme le souligne très justement le politologue Bertrand Badie dans son dernier ouvrage, « nous ne sommes plus seuls au monde ». En arrière-fond, c'est l'ensemble du système multilatéral qui subit aussi une remise en cause historique, à commencer par l'ONU qui a été incapable de permettre un arrêt des violences, gérant au jour le jour une catastrophe humanitaire dont les répercussions promettent de s'alourdir encore.

La chute d'Alep signe-t-elle la fin du «printemps arabe» en Syrie et le retour des grandes puissances dans le jeu syrien, au détriment des peuples

et de leur aspiration à l'auto-détermination ?

Il s'agit là d'une question centrale, qui conduit à s'interroger dans un premier temps sur ce que l'on a commodément qualifié de «printemps arabe» dans cette partie du monde. J'avais modestement, dès 2011 dans un article consacré à l'expérience irakienne, mis en garde contre une approche trop romancée de ces soulèvements et des processus politiques engendrés par eux. D'un pays à l'autre, les configurations ont grandement différé, de même que leurs effets. En Syrie, la répression par le régime a été immédiate et brutale, et la militarisation des lignes de faille par conséquent très rapide. D'une contestation populaire dont certaines franges ne réclamaient que des réformes, le conflit s'est transformé en guerre civile sans précédent, multiforme, sans doute aussi difficile à comprendre par les observateurs externes que par les acteurs locaux eux-mêmes. Les logiques de la violence y sont en effet opaques depuis le début.

Qu'en est-il de l'opposition au régime de Bachar ?

Les adversaires du régime demeurent nombreux et la fin du siège d'Alep marque indiscutablement leur affaiblissement, si ce n'est leur défaite pour certains. Les groupes armés non affiliés à l'État islamique sont par ailleurs très divisés quant aux objectifs de la lutte,

entre «islamo-nationalistes» partisans d'un combat restreint à la Syrie et «salafistes-djihadistes» favorables au djihad transnational. Entre ces lignes, le champ insurrectionnel est encore plus éclaté. La tentation est donc grande pour les grandes puissances d'accroître leurs ingérences dans ce contexte et de faire pression sur les différentes parties du conflit.

Pour les populations, il s'agit d'une tragédie globale...

Le «peuple syrien» est surtout absent à lui-même, déchiré par les divisions communautaires, idéologiques et sociopolitiques qui lui sont propres, à la fois victime et bourreau, et aura le plus grand mal à se réconcilier avec lui-même face au chaos. Les bombardements se poursuivent quotidiennement et ont rendu la vie infernale aux civils. Les plus chanceux sont parvenus à fuir ou être évacués des zones littéralement dévastées par la violence ; d'autres se cachent ou ont tout simplement péri dans d'atroces souffrances. Comment panser ces plaies innommables, refonder une coexistence civile et citoyenne au sein de cette nation brisée ? Il faudra s'y atteler car la fatigue de la guerre s'installera inévitablement au fil du temps, et le scénario de la partition du pays, avancée par certains ici et là, me semble une vue de l'esprit.

La fin du conflit est la priorité pour les Syriens ?

Le fait est qu'en cette fin d'année 2016, une majorité de Syriens ne rêve que de paix et de sécurité, même au prix de la dictature. Le rêve révolutionnaire des débuts est amplement passé ; l'admettre ne revient pas ici à cautionner les massacres ou l'autoritarisme qui fait son grand retour, mais à regarder l'évolution de ce conflit pour ce qu'elle est, et non ce qu'elle devrait être.

Dans ce jeu des grandes puissances, la France a prétendu défendre une position morale. Mais n'a-t-elle pas aussi contribué au retour de la Realpolitik la plus cynique ?

En partie, oui, et les implications de cette posture irrédentistes (du reste en apparence...) se feront sentir sur la longue durée. Au regard de la situation sur le terrain en Syrie, quel crédit apporter en effet à nos choix de politique étrangère et notre diplomatie dans le monde arabe ? Rappelons à ce titre que les relations franco-syriennes n'ont jamais été simples et même très houleuses ces trente dernières années.

La position française a manqué de cohérence ?

Il n'existe par ailleurs aucune véritable «voix française» sur la Syrie tant notre classe politique et notre population sont divisées sur l'analyse des causes du conflit et l'identification des mesures

qui pourraient faciliter son règlement. Le fossé semble même total entre les soutiens les plus ardents de la «révolution démocratique» syrienne et les partisans de Damas qui invoquent toujours comme principal argument l'importance de maintenir le régime en place comme rempart face au terrorisme. Il s'agit ici d'une vision certes très idéalisée de ce régime, connu pour avoir fait le lit des plus radicaux, comme en Irak dans les années 2000 lorsque la Syrie servait de plateforme de propulsion aux réseaux djihadistes. En même temps, continuer de voir dans une éventuelle mise à bas du régime syrien un tremplin vers une irrésistible démocratisation relève du fantasme.

L'évolution du conflit a marqué l'isolement de la diplomatie française ?

Au mois de février dernier, dans un entretien avec l'AFP, Assad a réitéré sa volonté de reconquérir l'ensemble de la Syrie et enjoint à Paris de « changer de politique ». Depuis, peu de choses ont changé. En dépit de ses déboires multiples et évidents, Paris continue d'agir

comme principale pourfendeuse face à plusieurs capitales : Téhéran (souvenons-nous de la position intransigeante adoptée par Paris sur la question des sanctions et celle du nucléaire), Damas, où aucune solution n'est envisageable sans un départ de Bachar, et Moscou, évidemment.

Les positions françaises sur la région dans son ensemble sont aussi très contradictoires...

Comble de l'incohérence stratégique, la France soutient sans modération les monarchies du Golfe, y compris l'Arabie saoudite dont les bombardements au Yémen ont fait des milliers de morts. Surtout, la position française n'a pas infléchi le cours des événements et encore moins la tragédie d'Alep. Face au veto russe systématique, Paris n'a pu imposer ni un cessez-le-feu, ni une quelconque cessation plus large des hostilités comme sa diplomatie le souhaitait. Alep est en quelque sorte venue entériner cette impuissance peu glorieuse...



Syrie : le «réalisme» est le poison de notre temps

Le drame syrien, le cynisme de Bachar et de Poutine, les tergiversations occidentales, l'impuissance des démocrates sont les signes cruels que nous sommes au bout d'une méthode internationale épuisée. «Realpolitik» ou esprit de justice : il faut choisir.

L'hypothèse de l'Américain Samuel Huntington est devenue réalité. Il nous promettait la «guerre des civilisations» ; nous avons «l'état de guerre» tout court. Le problème est que, lorsqu'une guerre est déclarée, malheur aux tièdes ! La morale civique, qui se confond avec la Realpolitik, conduit à tout faire pour la gagner. Tout, même l'indéfendable... Or, en matière d'identité, de culture ou de civilisation, les guerres ne se gagnent pas. En pratique, la course à la tension, le jeu de la riposte et de la contre-riposte conduisent à l'abîme. Pour justifier la fermeté de «l'Occident» et de sa «civilisation», on évoque l'«ensauvagement» et le «retour de la barbarie» qu'alimentent sans fin nos images télévisuelles. Mais la barbarie ne fait-elle pas partie de notre monde depuis les conquêtes coloniales et les deux guerres mondiales ?

N'avons-nous pas nous-mêmes pratiqué l'extermination massive de civils, le camp de concentration, le travail forcé, l'anéantissement des villes et l'assimilation brutale au nom de nos «valeurs», voire au nom de la République ? S'il y a un problème majeur, il tient en fait à ce que, jusqu'à ce jour, les puissances ont décidé du bien et du mal, de la guerre et de la paix, de la cruauté tenue pour nécessaire et du mal absolu qu'il faut éradiquer. Non pas les peuples, mais les puissances, c'est-à-dire des États.

LA GUERRE DES IDENTITÉS EST UNE GUERRE SANS RAISON

Au temps de la guerre froide, les deux camps ont pu penser, à un moment donné, que l'usage de la méfiance et de la violence était une nécessité. Le mac-

carthysme et le jdanovisme se faisaient écho, le général américain MacArthur demandait l'utilisation de la bombe atomique en Corée, et Mao Zedong expliquait qu'une guerre nucléaire pouvait provoquer un milliard de morts, mais que la population restante vivrait heureuse sous le communisme. Heureusement, aucune de ces logiques n'est allée jusqu'au bout, parce que, à chaque moment, dans chacun des deux camps, la raison a pu l'emporter. Mais, à l'époque, le conflit avait une rationalité fortement ancrée dans l'économie et le social, et la raison, au bout du compte, trouvait une base matérielle pour le réguler.

Or, quand le conflit porte sur des identités, quand l'autre est supposé mettre en question un mode de vie, une manière d'être chez soi, quand le soubassement de l'affrontement oppose la richesse d'un côté et le ressentiment de l'autre, si des centaines de millions de déshérités se mettent à penser qu'ils n'ont plus rien à perdre, est-on sûr que la raison, in extremis, sera en état de jouer ?

À ce jour domine le «paradigme réaliste», dont le politologue américain Hans Morgenthau, l'un des promoteurs de la doctrine américaine de l'«endiguement», a fourni la théorie la plus forte au début de la guerre froide. « La société en général, écrivait-il, est gouvernée par des lois objectives qui ont leur racine dans la nature humaine [autour] d'instincts biopsychologiques élémentaires tels que l'instinct de vie, de reproduction et de domination. [...] La politique interna-

tionale, comme toute politique, est une lutte pour la puissance. » Or rien n'est pire aujourd'hui que le «réalisme» de la puissance et de la guerre. Nul ne peut penser que la guerre disparaîtra de notre horizon d'un coup de baguette magique, que les stocks d'armement fondront comme la banquise et qu'il n'y a plus place nulle part pour des activités de défense des territoires. Mais la question qui nous est posée est toute simple : allons-nous longtemps laisser aller le monde tel qu'il va ?

LA LOGIQUE DE LA GUERRE NE FAIT QUE PRÉPARER LA VICTOIRE DES PUISSANTS

Comme au temps de la guerre froide, le monde semble relever d'une logique binaire : Islam et Occident, démocratie et terrorisme, mondialisation et souverainisme, impérialisme et anti-impérialisme. Qui n'est pas avec moi est contre moi ; les ennemis de mes ennemis sont mes amis... Il n'y a jamais eu autant d'esprit de guerre froide que depuis que le mur de Berlin est tombé. Beaucoup trop, à gauche comme à droite, nous expliquent qu'il faut en finir avec «l'angélisme». Être réaliste, ce serait désigner l'ennemi principal et tout faire pour le mettre à terre. Or se résigner à ce constat serait une folie.

Combattre le pseudo-réalisme n'est pas s'enliser dans le verbiage des demi-mesures, ce n'est pas verser dans l'apologie dérisoire du consensus. C'est prendre la mesure de ce que, s'il y a lutte

entre des conceptions antagoniques du monde, la logique de la guerre ne fait que préparer la victoire des puissants. Staline, en 1947, pensait qu'il n'avait pas d'autre choix réaliste que d'accepter le bras-de-fer avec les États-Unis. Il ne savait pas que, en mettant le doigt dans l'engrenage, il créait les conditions de l'échec global du système qu'il voulait officiellement préserver. La lutte démocratique de masse rend possible la perspective de l'émancipation ; la logique de la guerre crée les conditions de son impossibilité.

Plutôt que le simplisme du choix binaire, il faut assumer des contradictions. Refuser le contournement ou l'humiliation de la Russie – dont les Occidentaux se rendent responsables depuis plus de trente ans – est juste ; ne pas accepter la brutalité cynique de l'État russe n'en est pas moins une nécessité. Vouloir éradiquer l'inhumanité de Daesh est un devoir ; penser que l'extension de la guerre et, pire encore, le bombardement de populations civiles en sont les conditions premières est une faute. Laisser faire l'inacceptable est impensable ; répondre à la barbarie par la violence aveugle est un gouffre.

REFONDER LA «COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE»

La solution pour avancer, quel que soit le point du globe, n'est pas la guerre mais la justice. Pour aller dans ce sens, la seule voie raisonnable pourrait être la suivante :

1. Donner à la communauté internationale l'objectif d'une mondialité du développement humain sobre et durable, fondée sur la primauté des droits humains. Cela implique entre autres : d'abandonner la libéralisation du commerce prônée par l'OMC ; d'annuler les dettes illégitimes ; d'établir une fiscalité internationale permettant de préserver et d'élargir les communs ; de faire de la responsabilité sociale et environnementale des firmes multinationales un impératif contraignant ; de réformer radicalement les institutions financières internationales en les subordonnant aux instances de décision politique ; d'instaurer de nouveaux outils de régulation pour lutter contre la spéculation financière, le dumping et la concurrence entre les États.

2. Réformer radicalement le dispositif onusien. Son déclin et son impuissance ont été construits par les puissances. Nous en payons durement le prix. C'est le mouvement inverse qu'il faut construire sans tarder, pour donner une légitimité incontestable à toute intervention concertée, en tout point du globe. L'ONU doit être revalorisée ; elle ne le sera que si ses règles sont ouvertement subverties.

Tout d'abord, nous ne sommes plus en 1945. La source de la légitimité n'est plus dans le consensus supposé des puissances qui terrassèrent les fascismes. Elle ne peut aujourd'hui se trouver que dans l'Assemblée générale. Ses pouvoirs doivent donc être renforcés, pour l'instituer en Assemblée délibéra-

tive réelle, exerçant son contrôle sur les instances exécutives. À côté d'elle, pour être au plus près des populations toujours organisées politiquement en États, serait instituée une Assemblée des parlements nationaux.

En second lieu, le Conseil de sécurité serait transformé en augmentant le nombre de ses membres, notamment vers le «Sud», en généralisant le principe de rotation et en supprimant le droit de veto, qui donne aux cinq membres permanents un pouvoir exorbitant renvoyant à une époque résolument périmée. Des dispositifs intermédiaires pourraient être mis en place pour aller dans cette direction. Par exemple, comme cela a été proposé, l'Assemblée générale pourrait décider, dans l'urgence humanitaire, des cas où l'utilisation du droit de veto serait immédiatement suspendue.

Par ailleurs, on gagnerait à mettre en place des instances d'arbitrage, pour la régulation économique et sociale comme pour la prévention et le règlement des conflits. Elles seraient ouvertes à l'intervention des associations citoyennes, préciseraient les compétences universelles des tribunaux nationaux, définiraient les modalités et les limites de la mondialisation des juges. Elles fonderaient les possibilités d'une intervention internationale sur le principe de subsidiarité qui respecterait la souve-

raineté des peuples. Elle permettrait de lutter efficacement contre l'impunité.

Au total, le rôle des citoyens serait ainsi renforcé, sur l'ensemble des domaines qui dépassent l'échelle nationale. Par exemple, le rôle du Conseil économique et social de l'ONU (Ecosoc) serait élargi, en y renforçant la participation des forces politiques, des parlementaires nationaux et des ONG. Un droit d'initiative serait alors instauré en faveur des sociétés civiles, auquel les institutions internationales seraient tenues de répondre dans les formes appropriées.

Plus on retarde l'engagement de ces transformations structurelles, plus on conforte l'engrenage des inégalités, des discriminations, de l'amertume et de la haine. Mais ces pistes ne peuvent déboucher que si elles deviennent l'affaire des peuples. Plutôt que de les mobiliser sur la base du ressentiment et de la peur, mieux vaudrait le faire autour des valeurs d'égalité, de citoyenneté et de solidarité. Il ne manque pas de forces, mouvements, associations, États, ONG, institutions internationales même, pour permettre cette mobilisation démocratique.

Leur conjonction est la clé d'un réalisme vrai. Il est aux antipodes de la Realpolitik. Les guerres aujourd'hui ne se gagnent pas ; la seule solution est de s'en sortir.

● ROGER MARTELLI

RT, Sputnik : la propagande du Kremlin en orbite

Traitement orienté des crises ukrainienne et syrienne, promotion du FN en France et des courants identitaires ailleurs : RT et Sputnik sont de plus en plus influents. Comment cet empire médiatique international, armé par l'État russe, s'est-il étendu ?

2008. La Russie gagne la guerre en Ossétie du Sud, mais son gouvernement comprend qu'il perd celle de l'information, selon la journaliste et chercheuse Nina Bachkatov. En 2013, un décret de Vladimir Poutine crée *Rossia Segodnia*, nouvelle agence officielle de communication du Kremlin. En son sein, deux antennes médiatiques : *Russia Today* – désormais RT - et Sputnik. Objectif affiché : proposer « un point de vue alternatif sur tous les grands événements du monde et [offrir] au public étranger un aperçu de la position russe ». Trois ans plus tard, le Parlement européen dénonce dans un rapport une « guerre de désinformation et de propagande russe ».

Lancé en 2005, *Russia Today* fait dans le multimédia. Sa chaîne de télévision

diffuse aujourd'hui en anglais, arabe et espagnol dans une centaine de pays, et dispose de studios à Londres et Washington. Elle s'appuie sur un site Internet d'actualité et d'analyses politiques, et sur une chaîne de documentaires YouTube revendiquée à plus d'un milliard de vues.

De son côté, l'agence Sputnik se décline en trente-trois sites à l'architecture similaire, produits en autant de langues. À un traitement identique de l'actualité internationale s'ajoutent des rubriques d'information adaptées à chaque pays cible. Là aussi, des bureaux éditoriaux sont délocalisés : à Washington, au Caire, à Pékin et à Montevideo. Dans chaque pays, Sputnik dispose d'une radio à diffusion quotidienne

MÉDIAS D'ÉTAT POUR INTÉRÊTS NATIONAUX

Les deux médias sont implantés en France, où ils ont connu une rapide croissance d'audience, grâce à un usage efficace de formats variés. En première ligne de la couverture des manifestations contre la loi travail, RT atteint aujourd'hui d'importants chiffres d'audience sur l'ensemble des plateformes exploitées : 42.000 abonnés sur Youtube et presque 263.000 mentions «j'aime» sur Facebook, par exemple. Doté d'une rédaction d'une quinzaine de professionnels basée à Paris depuis le printemps 2015, le site prévoit l'ouverture d'une chaîne de télévision en français pour l'année 2017. Le CSA lui a délivré son accord l'année dernière. Pour sa part, Sputnik radio diffuse en français et en continu depuis janvier 2015.

RT et Sputnik sont frileux quand il s'agit d'aborder leur qualité de voix du Kremlin. Pourtant, Maria Simonyan, la rédactrice-en-chef de RT et Sputnik, est aussi celle de l'agence gouvernementale qui les englobe, Rossia Segodnia. Elle est titulaire, en compagnie d'autres journalistes, d'une médaille pour leur « couverture objective » de la crise ukrainienne, remise en toute objectivité par... Vladimir Poutine. Le directeur général de Rossia Segodnia, Dmitri Kisselev, également vice-président du groupement des médias d'Etat russes (VGTRK), évoque sous ces termes sa conception du service public :

« Je suis à la tête d'une agence publique, et en cela il est clair que je me place du côté de mon gouvernement. Notre agence incarne les intérêts nationaux de la Russie ».

Le fonctionnement interne, notamment dans le choix des sujets, est décrit comme « très vertical, avec une tutelle très forte » par un ex-journaliste de RT France cité par France TV Info. Quant aux financements, de nombreux médias occidentaux affirment qu'ils proviennent « à 100% du Kremlin ». Selon une enquête de News Statement citée par Libération, l'État russe a versé, en 2013, 300 millions d'euros à RT.

RELAIS DES MOUVANCES IDENTITAIRES

C'est ainsi tout logiquement que les idées promues sont en adéquation avec les intérêts du Kremlin, voire les appuient, lorsque cela se révèle nécessaire. Sur le cas syrien, RT et Sputnik défendent l'idée d'une Russie en soutien d'un gouvernement légitime, celui de Bachar Al-Assad, dans sa lutte contre l'État islamique, et d'une population syrienne en liesse à la «libération» d'Alep. Les exactions commises contre les civils à Alep-Est seraient ainsi exclusivement le fait des «rebelles». Plus globalement, la technique employée se rapproche de celle du whataboutism, initiée par l'Union Soviétique, qui consiste à répondre à des dénonciations en formulant des accusations sur

d'autres activités menées par le camp adverse. Dans son dernier sondage en date, Sputnik International interroge ses lecteurs : « Selon vous, quelle fut l'efficacité de l'intervention menée par les États-Unis dans la lutte contre Daesh ? »

Ces plateformes n'hésitent pas non plus à promouvoir, dans chaque pays, les personnalités et courants politiques propices aux intérêts russes et à la vision du monde traditionaliste portée par le Kremlin. Une exploration de Sputnik France permet d'en cerner l'orientation idéologique identitaire : relais intense de l'activité du Front National ; chroniques régulières de personnalités comme Jacques Sapir, Édouard Chanut (rédacteur sur le site d'extrême droite Boulevard Voltaire) ou Nicolas Bonnal (Boulevard Voltaire, Eurolibertés). Les méthodes et vocabulaire de RT et Sputnik se rapprochent d'ailleurs de ceux employés par la facho-sphère française : objectif affirmé de « réinformation » ; critique des médias de masse occidentaux – dont les accusations ne semblent déboucher que sur la promotion des médias incriminés ; hiérarchisation de l'information relativement similaire.

UN RÉGIME DE CONFUSION

La dilution de la propagande dans un vaste ensemble d'articles et émissions aux sujets variés jette un flou sur la réelle nature des deux médias. Le 26 décembre dernier, le juriste Raphaël

Dalmasso était, par exemple, invité sur Sputnik radio pour une émission au contenu sérieux, consacrée aux ressorts de la montée du chômage en France. Des personnalités de gauche – très minoritaires parmi les interviewés – comme Bernie Sanders ou Pierre Laurent ont accordé des entretiens à RT, Yanis Varoufakis à Sputnik. Jeremy Corbyn faisait même l'éloge de Russia Today sur Twitter en 2011.

Russia Today est devenu RT, et les deux médias « réutilisent les méthodes innovantes » des médias indépendants muselés en Russie, comme le relève la chercheuse Françoise Daucé pour France 24. La confusion porte alors ses fruits auprès d'une audience large qui ne réalise pas qui lui parle. Une audience, également, en recherche d'information alternative aux médias occidentaux de masse dont le positionnement apparaît tout aussi partisan.

L'opacité de la stratégie médiatique du Kremlin ne s'arrête pas là. L'Agence d'investigation de l'Internet, basée à Saint-Petersbourg, comporte une armée de trolls dont l'activité consiste à intervenir sur les réseaux sociaux et sites Internet de toutes langues, en usant de faux comptes, afin de faire basculer le débat d'idées vers les thèmes chers au gouvernement russe. Dans leurs commentaires, ces activistes conseillent souvent au lecteur de se réinformer sur... RT.

● MANUEL BORRAS

« L'évasion fiscale n'est pas un dysfonctionnement de l'économie, elle est au cœur de l'économie »

Sénateur communiste spécialiste de l'évasion fiscale, Éric Bocquet appelle à convertir la prise de conscience actuelle en un programme concret de lutte contre ce fléau mondial qui détruit l'État en même temps que le contrat social.

Avec son frère Alain, député lui aussi communiste, Éric Bocquet vient de publier *Sans domicile fisc* après avoir participé à plusieurs commissions d'enquête parlementaires sur l'évasion fiscale.

* * *

Regards. La question de l'évasion fiscale a acquis une plus forte visibilité, au cours des dernières années, avec les affaires Cahuzac, UBS, NSBC, LuxLeaks, PanamaLeaks et maintenant FootballLeaks. Avez-vous le

sentiment qu'il y a une plus grande conscience du problème, de la part des citoyens ?

Éric Boquet. Le sujet est effectivement devenu incontournable dans le débat public, avec les révélations issues des lanceurs d'alerte et les scandales qui ont éclaté. La prise de conscience de l'opinion est enclenchée. J'en veux pour preuve, par exemple, que les sommets du G20 inscrivent le sujet à leur ordre du jour. Les États ne peuvent plus se contenter d'en parler et sont contraints de commencer à agir, fût-ce timidement.

Cela se traduit donc par une pression plus forte sur les élus, les États et les institutions nationales ou européennes ?

Le vent a tourné, mais il est loin de souffler comme il le faudrait. Mais cette prise de conscience exerce une pression sur les États, en particulier depuis la crise financière de 2008, qui les a appauvris et conduits à aggraver leur dette pour renflouer le système bancaire et financier : la nécessité de trouver des recettes s'est faite plus forte. Le sujet était encore complètement ignoré il y a une dizaine d'années. On se souvient des déclarations péremptoires de Nicolas Sarkozy au lendemain du G20 de Londres en 2009 : « Il n'y a plus de paradis fiscaux », juste avant une cascade de scandales.

Quelles ont été les réponses les plus significatives de la part des pouvoirs publics ?

L'OCDE travaille depuis quelques années, sur commande du G20, sur la transparence des entreprises multinationales, sur la transmission automatique d'informations entre les administrations fiscales des États... Mais ce n'est pas à la hauteur des enjeux et de l'impact de l'évasion fiscale sur les budgets nationaux : 60 à 80 milliards d'euros pour la France, mille milliards d'euros pour l'Union européenne. Dans le monde, 5.800 milliards de dollars – soit 8%

de la richesse mondiale – sont stockés dans les paradis fiscaux. Il y a quelques avancées, mais les banques, les multinationales, les lobbies financiers, très puissants et très influents, sont à l'œuvre. Ces lobbies, ce sont 1.700 personnes qui travaillent au quotidien, à Bruxelles, pour défendre l'industrie financière.

Avez-vous ressenti une évolution, chez les parlementaires, de leur perception du problème, et cette évolution concerne-t-elle toutes les tendances politiques ?

Les rapports des commissions parlementaires au Sénat et à l'Assemblée ont été signés par tous leurs membres, et personne ne peut justifier l'évasion fiscale aujourd'hui, tant elle est perçue comme un scandale absolu. Pour autant, je constate qu'après la grande émotion suscitée pendant quelques jours par les scandales et les affaires, on se satisfait, par exemple, de récupérer quelques centaines de millions en Suisse et on se contente de donner quelques assurances pour la suite. Le sujet n'est pas traité de manière permanente par l'ensemble des parlementaires...

Avez-vous l'espoir qu'il occupe une place importante dans les campagnes présidentielles et législatives françaises ?

Notre livre porte à la connaissance de tous les travaux des commissions d'en-

quête. L'objectif est bien de mettre la question au cœur des débats : si on ne la règle pas, il sera impossible de mettre en œuvre une autre politique que celle qui nous est imposée, la politique de l'austérité... Nous allons interpeller de manière officielle, sans doute au mois de janvier, tous les candidats à l'élection présidentielle pour leur demander leurs propositions. En attendant, le silence des candidats à la primaire de la droite en a dit long. Aujourd'hui comme il y a cinq ans, la finance reste l'adversaire.

Le problème de l'évasion fiscale reste intimement lié à celui de la financiarisation de l'économie ?

L'évasion fiscale n'est pas un dysfonctionnement de l'économie, elle est au cœur de l'économie. Les multinationales du numérique – qui ont pour objectif de produire des profits contre les États et si possible sans payer d'impôts – exercent une puissance considérable dans le monde. La finance a pris le pouvoir en lieu et place d'États qui ont capitulé ou signé des accords avec ce monde-là. L'intérêt général ne devrait pas être négociable.

Que faire pour limiter ou mettre un terme à l'influence des lobbies sur les élus, les États ?

Il faut que l'évasion fiscale devienne un sujet citoyen, au travers de la prise de conscience de la réalité, de l'ampleur

et de l'intelligence de ce système et de ses complicités avec le politique. Nous sommes salariés ? Nous devons avoir voix au chapitre sur les choix financiers et fiscaux de nos entreprises. Nous sommes bancarisés ? Nous avons des comptes à demander à nos banques. Nous sommes consommateurs ? La campagne de boycott de Starbucks au Royaume-Uni a conduit à une baisse du chiffre d'affaires qui a obligé l'entreprise à lâcher du lest. En France, des salariés de McDonald's, avec le soutien d'Eva Joly, vont en justice contre leur employeur qui prétend ne pas pouvoir leur verser de participation aux bénéfices faute de bénéfices, alors que la France est en Europe son marché le plus rentable. Mais comme McDonald's France transfère ses bénéfices au Luxembourg... On peut dénoncer, combattre et faire reculer ce système. Aujourd'hui, la libéralisation, la financiarisation, la mondialisation, la numérisation s'accroissent très fortement, mais rien n'est fatal.

Quels seraient, selon vous, les mesures prioritaires à adopter pour lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscale ?

La première mesure que nous préconisons est la mise en place, à l'échelle mondiale, d'une COP fiscale et financière sous l'égide de l'ONU – cette semaine, le Conseil économique et social a d'ailleurs repris cette proposition – qui concerne tous les pays, qu'ils soient

Comment recommencer une «éducation à l'impôt» pour contrer les discours de dénigrement de ce principe républicain et démocratique ?

dits développés ou en voie de développement. La deuxième proposition porte sur la suppression du «verrou de Bercy» : la justice française ne peut pas se saisir des affaires de fraude fiscale sans le feu vert du ministre du Budget, et au nom du secret fiscal, les informations restent secrètes, même pour les parlementaires. Il faut de la transparence, et que les parlementaires soient associés à ces questions de manière permanent. Une troisième mesure consisterait à donner à l'administration fiscale – où l'on supprime des postes – des moyens humains et technologiques, y compris en termes de formation, pour s'attaquer à cet Himalaya.

Il faut en effet redonner du sens à l'impôt, le relégitimer, en expliquant qu'il permet de financer l'école, la santé, les infrastructures, les collectivités – c'est-à-dire le monde civilisé. Le consentement à l'impôt a été terriblement attaqué au cours des dernières décennies. Et derrière la bataille contre l'impôt, il y a la bataille contre les États. Cent multinationales dans le monde veulent gérer le monde à leur main avec 7 milliards d'humains en face deux, sans État pour s'interposer parce que les États légifèrent, contrôlent, sanctionnent et surtout lèvent l'impôt. Il faut ensuite que la fiscalité soit beaucoup plus juste et progressive qu'elle ne l'est aujourd'hui. Et enfin que personne n'y échappe – surtout pas le ministre en charge de la lutte contre l'évasion fiscale (rires).

● ENTRETIEN PAR JÉRÔME LATTA

Faucheurs de chaises : le «radicalo-pragmatisme»

selon Txetx et Jon Palais

À l'occasion du procès d'un «faucheur de chaises» ce lundi à Dax, deux figures de l'organisation Bizi, Jon Palais, poursuivi par BNP Paribas, et Txetx Etcheverry, co-fondateur d'Alternatiba, expliquent leur stratégie de lutte «radicalo-pragmatique».

Lorsqu'on évoque avec lui la «bataille des idées», Jon Palais ne s'attarde pas sur une définition théorique. Pour le militant landais, une certitude, « les choses ne changeront qu'avec un réel mouvement de masse », et pour cela il faut être sur le terrain, capable d'élargir les thématiques de lutte au-delà d'un seul réseau d'activistes. Ce lundi 9 janvier, il est poursuivi par la BNP Paribas pour «vol en réunion» à la suite d'une action de réquisition de chaises qu'il a menée en octobre 2015 dans une agence parisienne avec la plateforme ANV-COP21 (Action Non-Violente Cop 21).

LE PROCÈS DE DAX, PROCÈS DE L'ÉVASION FISCALE

S'il risque cinq ans de prison et 75.000 euros d'amende, l'action a avant tout été pensée comme un nouveau levier d'action basé sur l'initiative citoyenne : « L'enjeu de l'évasion fiscale est déjà porté par des journalistes d'investigation, par des parlementaires », explique Jon Palais. En effet, Swissleaks, Clearstream, LuxLeaks, les Panama Papers, les Football Leaks ont amplement révélé l'étendue de l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux, le Luxembourg en particulier. Dès lors : « Plus que de penser

en terme de bataille des idées, il faut voir les choses en fonction du rapport de forces et comment nous pouvons agir de manière stratégique. La réquisition de chaises est une action de désobéissance techniquement facile, à la portée de tous ».

Cofondateur de Bizi !, d'Alternatiba, d'ANV-COP21 et militant basque, Jean-Noël Etcheverry, dit «Txetx» a participé à ces actions de réquisitions de chaises. Désormais, selon lui :

« La question n'est pas d'inventer une nouvelle solution contre l'évasion fiscale, mais comment peut-on pour imposer ce thème de manière permanente dans le débat public ? »

Ainsi, après la mise en scène de la «réquisition des chaises», les militants d'ANV-COP21 ont pensé le procès de ce lundi 9 janvier à Dax comme l'occasion de le transformer en celui de l'évasion fiscale. Vingt-quatre organisations de la société civile (ATTAC, les Amis de la Terre...) ont ainsi appelé à rejoindre Jon Palais sur les marches du tribunal, à coté de nombreuses personnalités publiques et politiques, comme Eva Joly, Edgar Morin, Patrick Viveret, José Bové, Antoine Peillon, Benoît Hamon, HK, Gérard Filoche, Martine Billard...

Depuis sept ans maintenant, alors que

des dizaines d'ONG très institutionnalisées travaillent sur la question de la justice sociale et de l'urgence climatique, c'est encore l'association basque Bizi qui coordonne ce rendez-vous de mobilisation concret et original. En effet, en 2013, l'ONG inaugurerait la reprise des actions citoyennes avec le village Alternatiba à Bayonne. Deux ans plus tard, aux côtés de la Coalition 21, Alternatiba s'imposait comme l'expression de la société civile lors du contre-sommet climatique de la COP21 de Paris.

PETITES VICTOIRES ET GRANDS RÉCITS

Cette efficacité interpelle, donne même lieu à des ateliers de formation politique. Les membres de Bizi attribuent humblement cette réussite à une méthode qu'ils ont eux-mêmes définie comme «radicalo-pragmatique». Autrement dit par Jon Palais :

« Nous souhaitons changer le système et nous y croyons vraiment. Pour autant, on ne rêve pas d'un grand soir car le rapport de forces actuel ne le permet pas ». Chez Bizi, la notion de radicalo-pragmatisme prend la forme d'une théorie tactique selon laquelle les petites victoires feront émerger les grands récits mobilisateurs, et que résume Txetx :

« Nous nous fixons des objectifs au regard du rapport de forces du moment : il faut que ces objectifs soient à notre portée. Et lorsqu'ils sont atteints, nous sommes plus forts et plus ambitieux la fois d'après ».

Mener la « bataille des idées » pour soustraire les classes populaires à l'idéologie dominante... L'analyse d'Antonio Gramsci, bien souvent galvaudée, connaît une remarquable résurgence dans la gauche française. Mais à Bizi d'autres penseurs se devinent comme bien plus influents : Albert Camus, Mark Twain, André Gorz. Et surtout Cornélius Castoriadis, qui considérait que « la meilleure éducation en politique, c'est la participation active ». En effet, aujourd'hui, face au danger que représente la droitisation générale du monde politique, la gauche peine à retrouver des leviers d'influence. Pourtant, la mobilisation des classes moyennes et populaires ne peut provenir que des premiers concernés, comme le rappelle Txetx :

« La première des formations c'est la pratique, c'est elle qui crée la conscience et pas l'inverse ».

En effet, depuis sa fondation Bizi défend ses idées au travers d'actions concrètes, avec une logistique exigeante mais permettant à chacun de trouver sa place :

montage, communication, cuisine, sécurité, concerts... « Et à partir de là, il faut développer et affiner la formation, rendre les gens plus efficaces, les responsabiliser. C'est ensuite qu'ils acquièrent une vision globale, lorsqu'ils sont confrontés au réel », confie Txetx. Dès lors, la question du pouvoir et de l'influence individuelle devient secondaire. « À l'inverse, trop de blablas et de concepts, de réunions interminables, font fuir les gens normaux et non encore politisés », poursuit Jon Palais.

Enfin, l'autre socle de la pensée radical-pragmatique de Bizi fait écho au boom du community organizing aux États-Unis, à savoir l'occupation du terrain. Txetx conclut :

« Il faut reprendre la bataille de la rue. Les réseaux sociaux sont des moyens de mobilisations exceptionnels mais à Bizi nous affichons également beaucoup. Pas seulement pour informer, mais pour créer un climat de contre-pouvoir et une confiance collective ».

Si ces pratiques font souvent écho à des traditions militantes anciennes (de l'éducation populaire à la coopération ouvrière), le procès de Dax donne l'occasion d'occuper le terrain, tout en traçant de nouvelles perceptions de luttes.

● JEAN-SÉBASTIEN MORA